

# École immersive en danger : la mobilisation ne faiblit pas

**SAINT-PIERRE-D'IRUBE** Hier, élus, associations et parents d'élèves ont fait front commun, alors que l'apprentissage immersif du basque est empêché par l'État

Quand l'école publique immersive risque de plonger, ses sauveurs montent au créneau pour permettre aux enfants de recevoir un apprentissage 100 % basque dès l'âge de 3 ans.

Ce mardi 1<sup>er</sup> septembre, jour de rentrée, des élus de tous bords ont ainsi exprimé leur colère en présence de nombreux parents d'élèves, devant le groupe scolaire Basté-Quiéta, à Saint-Pierre-d'Irube... Là où l'État avait fait savoir par la voix de la rectrice, le 10 juillet, qu'aucun poste d'enseignement en basque ne pouvait être créé, au nom du français, langue de la République.

La veille, le sénateur biarrot Max Brisson et son homologue palois Frédérique Espagnac, le maire de Saint-Pierre-d'Irube Alain Iriart, ainsi que le député Vincent Bru, s'étaient rendus au cabinet du ministère de l'Éducation nationale. Pour eux, pas question de balayer d'un revers de manche l'expérimentation déjà autorisée dans 19 écoles maternelles du Pays basque, où l'immersif « a fait ses preuves » d'après Marie-Andrée Ouret, la présidente de l'association Biga Bai, qui promeut le basque dans l'enseignement public.

## « Trouver un cadre »

À ses côtés, hier, était représenté tout ce que le Pays basque compte d'associations autour des apprentissages du basque : Seaska (parents d'élèves des écoles privées immersives), Erakasleak (promotion du basque), Euskara Geroan (défense du basque dans le secondaire), Euskal Haziak (enseignement catholique bilingue) et Ikas-bi (apprentissage du basque dans le public). Autant de structures attentives au combat également mené par les élus, auxquels s'était joint le président de l'Agglomération, Jean-René Etchegaray, absent du voyage



Thierry Delobel (au premier plan) ici aux côtés des élus, pour défendre l'apprentissage du basque immersif. PHOTO T.V.

parisien pour cause de réseau ferroviaire bloqué.

## « Entreprise de démolition »

Avec un porte-voix par échelon institutionnel – à l'exception de l'État – le Pays basque de l'euskara (langue basque) redoute ainsi d'être vidé de sa substance. Max Brisson n'accepte pas « le changement des règles du jeu en cours de partie » et souhaite offrir « plus de souplesse aux professeurs ».

« Pour l'instant, on répond à la demande... Donc on ne construit pas l'offre, en raison d'un cadre expérimental choisi par l'État manifestement inadapté. Il faut sortir du bilingue strict et trouver un cadre. Par exemple en permettant à un professeur d'enseigner deux langues et d'adapter le curseur selon le contexte. » De son côté, Jean-René Etchegaray dénonce « une forme de régression » et un « jacobinisme rampant ». Alain Iriart entend « ne rien lâcher » et milite pour « le droit à la différenciation ». Il rappelle que « l'enseignement du français n'est pas le problème » et que les élèves en

basque immersif ont « un meilleur niveau de français »...

Quant au conseiller régional Mathieu Bergé, il déplore une situation qui va « à l'encontre des documents signés par l'État lui-même ». « L'État attaque d'abord l'enseignement public, parce que c'est plus facile, tacle le président d'Ikas-bi, Thierry Delobel. Son but est de favoriser l'anglais. C'est une entreprise de démolition, face à laquelle nous n'avons qu'une solution : instaurer le rapport de force. »

Ce mardi, les élus partagent ce sentiment, les banderoles sont agitées et les parents d'élèves applaudissent. Ceux des écoles privées participent notamment à la rébellion. Ils redoutent un effet boule de neige dans l'hypothèse d'un « couperet » confirmé à Saint-Pierre-d'Irube.

**Thomas Villepreux**

**SUD OUEST.fr**

Retrouvez en vidéo la rentrée à l'école Basté-Quiéta.

Abonnés.

**ANGLET**

Plus de 2 000 élèves sur les bancs de l'école